

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de oprichting van de Syndicale Raad van advies dringend is, wegens de werkelijke overdracht van het personeel van de traditionele Ministeries naar de Waalse Gewestexecutieve en de overname van het personeel van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië die thans ontbonden is;

Overwegende dat bij gebrek aan overeenkomst tussen de vakbondsorganisaties over de verdeling van de mandaten in de schoot van de Raad binnen de termijn voorgeschreven door artikel 34 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende het syndicaal statuut, het de Executieve toekomt de verhouding vast te stellen waarin de vakbondsorganisaties vertegenwoordigd zijn,

Besluit :

**Artikel 1.** De Secretaris generaal wordt in de hoedanigheid van Voorzitter van de Syndicale Raad van advies aangeduid.

Bij afwezigheid van de Voorzitter neemt de administrateur-generaal het voorzitterschap waar.

**Art. 2.** De Syndicale Raad van advies is samengesteld uit acht leden :

- a) vier worden door de vakbondsorganisaties aangeduid :  
— twee door de Algemene Centrale van de Openbare Diensten;  
— één door de Christelijke Centrale van de Openbare Diensten;  
— één door het Vrij Syndicaat van het Openbaar Ambt;
- b) vier, die de administratie vertegenwoordigen, worden door de Waalse Gewestexecutieve aangeduid.

**Art. 3.** De Syndicale Raad van advies omvat twaalf plaatsvervangende leden :

- a) acht worden door de vakbondsorganisaties aangeduid :  
— vier door de Algemene Centrale van de Openbare Diensten;  
— twee door de Christelijke Centrale van de Openbare Diensten;  
— twee door het Vrij Syndicaat van het Openbaar Ambt;
- b) vier, die de administratie vertegenwoordigen, worden door de Waalse Gewestexecutieve aangeduid.

**Art. 4. § 1.** Op de vergaderingen van de Syndicale Raad van advies mogen waarnemers aanwezig zijn. Zij hebben er raadgevende stem.

**§ 2.** Twee waarnemers worden door de vakbondsorganisaties aangeduid :

- één door de Algemene Centrale van de Openbare Diensten;  
— één door de Christelijke Centrale van de Openbare Diensten.
- Twee waarnemers, die de administratie vertegenwoordigen, worden door de Executieve aangeduid.

**§ 3.** Twee plaatsvervangende waarnemers worden door de vakbondsorganisaties aangeduid :

- één door de Algemene Centrale van de Openbare Diensten;  
— één door de Christelijke Centrale van de Openbare Diensten.
- Twee plaatsvervangende waarnemers, die de administratie vertegenwoordigen, worden door de Executieve aangeduid.

**Art. 5.** De Syndicale Raad van advies stelt een reglement van orde vast.

**Art. 6.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Administratie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op het ogenblik van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 6 december 1983.

J.-M. DEHOUSSE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 83 — 2097

**8 JUILLET 1983.** — Arrêté de l'Exécutif réglant pour la Communauté française l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, pouponnières, maisons maternelles et centres d'accueil, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret contenant le budget de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1981 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 6 juillet 1983;

Vu la délibération de l'Exécutif du 8 juillet 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant que les mesures prévues dans le présent arrêté s'imposent et devraient être appliquées à bref délai afin de permettre des réalisations nouvelles dans le respect d'un esprit d'économie et qu'il est dès lors justifié d'invoquer l'urgence;

(Sur proposition du Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

**Article 1er.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, l'Exécutif peut octroyer des subventions à des administrations subordonnées, à des établissements d'utilité publique, à des asso-

ciations sans but lucratif pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, pouponnières, maisons maternelles et centres d'accueil, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles.

**Art. 2. § 1.** Le montant de la subvention est fixé à 60 p.c. du coût de l'achat, des travaux et fournitures, conformément à l'annexe du présent arrêté.

**§ 2.** Le coût maximum admissible au bénéfice de la subvention est fixé au 1er janvier 1983 à 600 000 F, par lit ou place. Dans le cas de l'achat d'un bâtiment, le montant du coût précité est diminué de 25 p.c.

**§ 3.** Le coût maximum évolue suivant la formule :

$$p = P \cdot \left( 0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20 \right), \text{ compte tenu des fluctuations}$$

des salaires, charges sociales et des matériaux, données publiées par le département des travaux publics.

**§ 4.** Il ne comprend pas les frais généraux, calculés à raison de cinq pour cent et la taxe sur la valeur ajoutée.

**Art. 3.** L'octroi des subventions est subordonnée aux conditions suivantes :

- a) le demandeur doit s'engager à respecter les normes prescrites en vue de l'agrandissement des crèches, pouponnières et maisons maternelles et centres d'accueil pour ce qui concerne le fonctionnement et il doit avoir obtenu un accord de principe;

b) le projet d'achat, des travaux ou des fournitures doit avoir été approuvé par l'Exécutif, conformément à la procédure reprise dans l'annexe du présent arrêté;

c) la destination des bâtiments ne peut être modifiée sans autorisation préalable de l'Exécutif sous peine de devoir rembourser les sommes reçues à titre de subventions;

d) le demandeur doit faire la preuve qu'il peut assurer sa quote-part dans le financement de l'entreprise. A cet effet, il peut être tenu compte de la valeur du terrain dont le demandeur est propriétaire.

Art. 4. Le présent arrêté abroge pour la Communauté française les arrêtés royaux des 3 mars 1965 et 7 mars 1974 déterminant le montant et les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat à des administrations subordonnées, à des établissements d'utilité publique et à des associations sans but lucratif pour la construction, l'agrandissement, la transformation et les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement des crèches et des pouponnières ainsi que les arrêtés ministériels des 8 novembre 1965, 15 février 1974, 21 novembre 1975, 12 mars 1976 et 2 juin 1977.

Bruxelles, le 8 juillet 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre-Président,

P. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

P. MONFELS

Le Ministre de l'Enseignement et de la Santé,

R. URBAIN

Annexe

Critères et modalités selon lesquels les subsides sont octroyés par la Communauté française à des administrations subordonnées, à des établissements d'utilité publique, à des A.S.B.L. pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, pouponnières, maisons maternelles et centres d'accueil ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles.

Procédure pour demande de subvention  
visant la construction de bâtiment

Les dossiers sont introduits auprès de l'administration compétente.

I. Accord de principe.

Composition du dossier.

1. La délibération du maître d'ouvrage.

— Dans le cas des administrations subordonnées, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle.

— Dans le cas d'un organisme privé, la preuve que le maître de l'ouvrage est une A.S.B.L. ou un établissement d'utilité publique.

2. Une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux et fournitures faisant l'objet de la demande d'accord de principe.

3. Un mémoire, indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux proposés.

Ce mémoire précise :

— les besoins en lits ou en places de la région à desservir, compte tenu des prévisions, de l'évolution économique et sociale et de la couverture en équipement socio-collectif dans cette région;

— un programme mentionnant le nombre de lits ou places subdivisés d'après les groupes d'âge;

— un plan de situation;

— une note explicative relative aux voies d'accès et moyens de transport.

En possession de ce dossier, l'Exécutif peut donner son accord de principe.

II. Avant-projet.

Composition du dossier (à introduire en trois exemplaires).

1. Les documents administratifs :

a) La délibération du maître de l'ouvrage de confier l'étude à un auteur de projet.

b) La délibération des autorités de tutelle et l'avis du service des bâtiments de la province dans le cas où le demandeur est un pouvoir subordonné.

c) L'avis de l'Administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et du service d'incendie.

d) Une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement des travaux.

2. Les plans :

a) Le plan général d'implantation indiquant :

- les courbes de niveau;
- l'emplacement du bâtiment et le niveau de l'étage inférieur;
- le tracé des égouts;
- le chemin d'accès;
- les possibilités d'alimentation en eau potable et en énergie électrique.

b) Le profil en long des égouts;

c) Les plans des différents niveaux, les vues des façades et les coupes principales à 1 ou 2 p.c. y compris ceux des bâtiments existants dans le cas d'adaptation.

3. Le relevé des superficies brutes bâties par étage, existantes et à construire.

4. La liste et les estimations des entreprises qui seront adjudgées séparément.

5. Pour chaque entreprise, une note technique succincte qui décrit les procédés de construction, détaille les diverses dispositions à prendre, indique les matériaux à utiliser et les installations à prévoir.

Le coût maximum admissible à la subvention sera fixé dans la dépêche d'approbation de l'avant-projet.

III. Projet et mode de passation des marchés.

L'établissement des projets et la passation des marchés sont conformes à la loi du 14 juillet 1976 (*Moniteur belge* du 28 août 1976), à l'arrêté royal du 22 avril 1974 (*Moniteur belge* du 26 juillet 1977) et à l'arrêté ministériel du 10 août 1977 (*Moniteur belge* du 8 septembre 1977) établissant le cahier général des charges, des marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

A. Projets.

— Le projet est conforme à l'avant-projet approuvé et est rédigé suivant les cahiers des charges-types du département des Travaux publics.

— Composition du dossier (à introduire en trois exemplaires).

1. La délibération du maître d'ouvrage, délibération approuvée par les autorités de tutelle dans le cas d'administration subordonnée.

## 2. Le cahier spécial des charges :

- conditions de passation et d'exécution du marché;
- les descriptions techniques des travaux et fournitures;
- le métré descriptif;
- le modèle de soumission;
- le modèle de métré récapitulatif ou le modèle d'inventaire.

3. Les plans d'ensemble et tous les plans de détail nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages.

4. Une attestation du service d'incendie certifiant que le projet répond aux normes réglementaires, ainsi que l'avis du service des bâtiments de la province dans le cas d'une administration subordonnée.

5. Le devis estimatif établi par l'article du métré récapitulatif ou de l'inventaire.

L'Exécutif approuve le projet et le mode de passation du marché. Il accorde la promesse de principe de la subvention.

### B. Passation des marchés.

L'Administration est avisée en temps utile de la date de l'ouverture des soumissions. Si elle le juge utile, elle s'y fait représenter.

Composition du dossier (à introduire en trois exemplaires).

1. Le cahier spécial des charges, le devis estimatif et les plans qui ont servi de base à l'adjudication;
2. La preuve de la publicité;
3. Les soumissions déposées et toutes leurs annexes;
4. Le procès-verbal d'ouverture des soumissions et le rapport de l'auteur de projet sur l'adjudication;
5. La délibération motivée par laquelle le maître de l'ouvrage propose la désignation de l'adjudicataire;
6. Le rapport du service des bâtiments de la province dans le cas d'une administration subordonnée.

### IV. Exécution des marchés.

L'adjudication et la promesse ferme de subvention sont soumis à l'approbation de l'Exécutif.

Les marchés sont exécutés conformément à l'arrêté ministériel du 10 août 1977. Le contrôle de l'exécution est effectué par les services compétents du Ministère de la Communauté française.

1. Ordre de commencer les travaux ou la livraison des fournitures.

Cet ordre ne peut être donné avant que la promesse ferme de subvention n'ait été consentie.

Au moment où il envoie cet ordre à l'adjudicataire, le maître de l'ouvrage fait parvenir au département la copie de cet ordre et les documents suivants :

- 1° un exemplaire du cahier spécial des charges;
- 2° une copie du procès-verbal d'ouverture des soumissions ou des offres;
- 3° une copie de la soumission ou de l'offre approuvée ainsi que du métré récapitulatif ou de l'inventaire qui l'accompagne;
- 4° une copie de la demande ou de l'ordre d'exécution;
- 5° les nom et adresse administrative du fonctionnaire dirigeant, des surveillants ou auteurs du projet.

### 2. Etat d'avancement.

A la fin de chaque mois, il est dressé un état d'avancement des travaux à signer pour accord par l'entrepreneur, l'auteur de projet, et le maître de l'ouvrage.

Les états d'avancement et les états cumulatifs correspondants doivent être régulièrement dressés et tenus sur le chantier, à la disposition du Ministère de la Communauté française.

### 3. Modification des entreprises et travaux supplémentaires.

En principe, seuls les travaux supplémentaires ou modificatifs qui ont fait l'objet d'une autorisation préalable du Ministre peuvent éventuellement bénéficier de la subvention pour autant qu'il s'agisse de travaux qui n'étaient pas prévisibles lors de la mise en adjudication.

### 4. Délai d'exécution.

Les prolongations de délai doivent faire l'objet d'une demande écrite de l'entrepreneur ou du fournisseur et d'une délibération du maître de l'ouvrage; les interruptions doivent faire l'objet d'ordres écrits d'arrêt et de reprise ainsi que de justification.

### 5. Réception.

Le maître de l'ouvrage procède à celle-ci dans les conditions prescrites par le cahier général des charges. Les services compétents du Ministère de la Communauté française sont informés au moins un mois avant la date fixée pour la réception.

### V. Liquidation des subventions.

Sur présentation des états d'avancement, des comptes sur subvention sont liquidés au prorata du taux fixé à l'article 2, § 1 du présent arrêté.

Lorsque les travaux sont terminés et réceptionnés, le montant total de la subvention est déterminé en fonction du compte général et le solde de la subvention est liquidé au maître de l'ouvrage.

### VI. Compte général de l'entreprise.

#### Composition du dossier :

1. Le procès-verbal de réception provisoire;
2. Le tableau n° 1 établissant le montant total dû à l'entrepreneur;
3. Les justifications et décomptes ayant trait au tableau n° 1;
4. Le tableau n° 2, récapitulant les états d'avancement;
5. Le tableau n° 3, donnant la justification du délai d'exécution et ses annexes;
6. Eventuellement, la facture relative aux essais géotechniques;
7. Eventuellement, les factures relatives aux raccordements eau-gaz-électricité.

Le compte général est soumis à l'approbation de l'Exécutif.

### VII. Montant de l'entreprise admis au bénéfice de la subvention.

Le montant comprend les postes suivants :

- 1° le montant total dû à l'entrepreneur résultant du tableau n° 1 précité, déduction faite des postes non subventionnables de la soumission et des décomptes et travaux modificatifs non acceptés, mais y compris les révisions contractuelles résultant des fluctuations des salaires et charges sociales, ainsi que des matériaux telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiaire pour autant que ce document ait fait l'objet d'une approbation ministérielle préalable;
- 2° la taxe à la valeur ajoutée;
- 3° les frais généraux fixés forfaitairement à 5 p.c. du total précédent (1 + 2);
- 4° le coût des essais géotechniques éventuels;
- 5° le coût des raccordements éventuels en eau, gaz, électricité pour autant qu'ils aient été effectués par les sociétés distributrices.

Le cas échéant, la somme des travaux dont la mise en adjudication n'est pas conforme aux données du projet est déduite du montant admis au bénéfice de la subvention.

Le total admis au bénéfice de la subvention doit être soumis à l'approbation de l'Exécutif.

#### Procédure pour demande de subvention visant l'achat de bâtiments existants

### II. Accord de principe.

Cet accord devra être demandé et octroyé avant que l'acte d'acquisition n'ait été passé.

L'accord de principe est soumis à l'approbation de l'Exécutif.

#### Composition du dossier.

##### 1. La délibération du maître de l'ouvrage.

— Dans le cas des administrations subordonnées, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle;

— Dans le cas d'un organisme privé, la preuve que le maître de l'ouvrage est une A.S.B.L. ou un établissement d'utilité publique.

2. Un mémoire, indiquant les raisons qui justifient l'achat du bâtiment.

Le mémoire précise :

— Les besoins en lits ou places dans la région à desservir, compte tenu des prévisions, de l'évolution économique et sociale et de la couverture en équipement socio-collectif dans cette région;

— Un programme mentionnant le nombre de lits subdivisés d'après les groupes d'âges;

— Un plan de situation;

— Une note explicative relative aux voies d'accès et moyens de transport.

3. Les avis remis par les services compétents au point de vue fonctionnel et technique.

4. Un avis du service régional incendie.

5. Une estimation de la valeur vénale du bâtiment.

6. Une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement de l'achat et des travaux d'aménagement.

II. Promesse ferme et liquidation de la subvention.

1. La promesse ferme qui fixe le montant de la subvention est soumis à l'approbation de l'Exécutif.

2. La promesse ferme et la liquidation de la subvention n'interviendra qu'après enregistrement de l'acte d'achat et approbation de l'esquisse d'avant-projet des éventuels travaux d'aménagement du bâtiment.

3. Si le montant de l'achat est supérieur à la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée, la subvention de 60 p.c. sera calculée sur base de cette dernière.

4. Composition du dossier : se référer à la procédure d'avant-projet visant la construction de bâtiments dans l'annexe du présent arrêté.

## VERTALING

### FRANSE GEMEENSCHAP

N. 83 — 2097

8 JULI 1983. — Besluit van de Executieve betreffende de regeling voor de Franse Gemeenschap van de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de vestiging van kinderbewaarplaatsen, zuigelingenafdelingen, de moederhuizen en onthaalcentra, evenals voor de uitbreiding, de ombouwing, de grote herstellingen, de uitrusting en de eerste meubelen van deze panden

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet dat de begroting van de Franse Gemeenschap bevat;

Gelet op het besluit van de Executieve van 24 december 1981 tot vaststelling van de verdeling der bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 betreffende de regeling van de ondertekening der akten van de Executieve;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën van 6 juli 1983;

Gelet op de wetten van de Raad van State gecoördineerd op 12 juli 1983, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Overwegend dat in dit besluit de voorziene maatregelen zich opdringen en binnen korte tijd zouden moeten toegepast worden ten einde nieuwe verwezenlijkingen mogelijk te maken in het raam van een besparingsgeest en dat het dienstengevoel gerechtvaardigd is de dringende noodzakelijkheid aan te voeren;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Besluiten :

**Artikel 1.** Binnen de perken van de op de begroting ingeschreven kredieten, mag de Executieve subsidies toekennen aan ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut, aan verenigingen zonder winstbejag voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de vestiging van kinderbewaarplaatsen, zuigelingenafdelingen, moederhuizen, en onthaalcentra, evenals de uitbreiding, de ombouwing, de grote herstellingen, de uitrusting en de eerste meubelen van deze panden.

**Art. 2. § 1.** Het bedrag van de subsidie is vastgesteld op 60 pct. van de aankoopkostprijs, van de werken en leveringen, overeenkomstig de bijlage van dit besluit.

§ 2. De maximale kostprijs geschikt om toegekaten te worden ten bate van de subsidie is op 1 januari 1983, vastgesteld op 600 000 F per bed of plaats. In het geval van de aankoop van

een gebouw, wordt het bedrag van de voormelde kostprijs met 25 pct. verminderd.

§ 3. De maximale kostprijs ontwikkelt zich volgens de formule :

$$p = P \left( 0,40 \frac{S}{S} + 0,40 \frac{I}{I} + 0,20 \right), \text{ rekening gehouden met de}$$

schommelingen van de lonen, de sociale lasten en de materialen, gegevens door het departement van Openbare Werken afgekondigd.

§ 4. Hij bevat de algemene kosten niet, berekend uit hoofde van vijf ten honderd en de belasting op de toegevoegde waarde.

**Art. 3.** De toekenning van de subsidies is ondergeschikt aan de volgende voorwaarden :

a) de verzoeker moet zich verbinden de voorgeschreven normen te eerbiedigen met het oog op de erkenning van de kinderbewaarplaatsen, de zuigelingenafdelingen en de moederhuizen en de onthaalcentra voor wat betreft de werking en hij moet een principiële overeenkomst bekomen hebben;

b) het ontwerp van aankoop, van werken of van leveringen moet goedgekeurd zijn door de Executieve, overeenkomstig de procedure die in bijlage van dit besluit is afgekondigd;

c) de bestemming van de gebouwen mag niet worden gewijzigd zonder de voorafgaande toelating van de Executieve op gevaar af van de bij wijze van subsidies ontvangen geldsommen te moeten terugbetalen;

d) de verzoeker moet het bewijs leveren dat hij zijn aandeel in de financiering van de onderneming kan waarnemen. Te dien einde, kan er rekening worden gehouden met de waarde van het terrein waarvan de verzoeker eigenaar is.

**Art. 4.** Dit besluit trekt voor de Franse Gemeenschap de koninklijke besluiten in van 3 maart 1965 en 7 maart 1974 houdende de bepaling van het bedrag en de toekenningsvoorwaarden

van de subsidies door de Staat aan de ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut en aan verenigingen zonder winstbejag verleend voor de bouw, de uitbreiding, de ombouwing en de grote herstellingen, de uitrusting en de eerste meubelen

van de kinderbewaarplaatsen en de zuigelingenafdelingen evenals de ministeriële besluiten van 8 november 1965, 15 februari 1974, 21 november 1975, 12 maart 1976 en 2 juni 1977.

Brussel, 8 juli 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister-Voorzitter,  
Ph. MOUREAUX.

De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. MONFILS

De Minister van Onderwijs en van Gezondheid,  
R. URBAIN

—  
Bijlage  
—

Criteria en modaliteiten volgens dewelke de subsidies door de Franse Gemeenschap worden toegekend aan ondergeschikte besturen, aan instellingen van openbaar nut, aan V.Z.W. voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de vestiging van kinderbewaarplaatsen, zuigelingenafdelingen, moederhuizen en onthaalcentra evenals voor de uitbreiding, de ombouwing, de grote herstellingen, de uitrusting en de eerste meubelen van deze panden.

*Procedure voor subsidie-aanvraag tot het oprichten van een gebouw*

De dossiers worden bij de bevoegde administratie afgeleverd.

I. Principiële Overeenkomst.

Samenstelling van het dossier.

1. De beraadslaging van de bouwheer.

— In het geval van de ondergeschikte besturen, moet deze beraadslaging door de voogdij-overheden goedgekeurd worden;

— In het geval van een private instelling, het bewijs dat de bouwheer een V.Z.W. is of een instelling van openbaar nut.

2. Een getuigschrift houdende de bevestiging dat er nog geen bestelling overgemaakt werd van werken en leveringen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag tot een principiële overeenkomst.

3. Een memorandum, houdende de mededeling van de redenen die de uitvoering van de voorgestelde werken rechtvaardigen.

Dit memorandum vermeldt nauwkeurig:

— De nood aan bedden of aan plaatsen van het te bedienen gewest, rekening gehouden met de vooruitzichten, de economische en sociale ontwikkeling en van de voorraad in sociaal-collectieve uitrusting van dit gewest;

— Eén programma dat melding maakt van het aantal bedden of plaatsen onderverdeeld volgens de leeftijdsgroepen;

— Eén situatieplan;

— Eén verklarende nota betreffende de toegangswegen en de vervoermiddelen.

De Executieve mag haar principiële akkoord geven wanneer zij in het bezit is van het dossier.

II. Voorontwerp.

Samenstelling van het dossier (In drie exemplaren af te leveren).

1. Administratieve bescheiden:

a) De beraadslaging van de bouwheer om de studie aan een ontwerpermaker toe te vertrouwen.

b) De beraadslaging van de voogdij-overheden en het advies van de provinciale gebouwendienst in het geval de verzoeker een ondergeschikte macht is.

c) Het advies van het bestuur van stedenbouwkunde en van ruimtelijke ordening en van de branddienst.

d) Eén getuigschrift houdende de zekerheid dat de bouwheer bekwaam is om aan de financiering der werken bij te dragen.

2. De plannen:

a) Het algemene inplantingsplan vermeldt:

— De gebogen lijnen van het niveau;

— De plaats van het gebouw en het niveau van de beneden-verdieping;

— De schets van de rioeringen;

— De toegangsweg;

— De bevoorradingsmogelijkheden in drinkwater en in elektrische beweegkracht.

b) Het lengteproefiel van de rioeringen;

c) De plannen van de verscheidene niveaus, een zicht van de gevels en de hoofdopstandtekeningen op 1 of 2 t.h. met inbegrip van deze van de bestaande gebouwen in het geval van aanpassing.

3. De staat van de ruwe oppervlakken per verdieping gebouwd, bestaande of te bouwen.

4. De lijst en de ramingen van de ondernemingen die afzonderlijk zullen worden aanbesteed.

5. Voor elke onderneming, een samenvattende technische nota die de bouwprocedures beschrijft, de diverse te nemen schikkingen nagaat, de te gebruiken materialen en de te voorziene instellingen aanduidt.

De maximale kostprijs geschikt om toegelaten te worden ten bate van de subsidie zal worden vastgesteld in het goedkeurings-schrijven van het voorontwerp.

III. Ontwerp en wijzen waarop opdrachten worden gegund.

Het opmaken van ontwerpen en het gunnen van opdrachten zijn eensluidend met de wet van 14 juli 1976 (*Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 1976), met het koninklijk besluit van 22 april 1974 (*Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1977) en met het ministeriële besluit van 10 augustus 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 8 september 1977) betreffende het opmaken van het algemeen bestek, van de openbare overeenkomsten van werken, van leveringen en van diensten.

A. Ontwerpen.

— Het ontwerp is eensluidend met het goedgekeurde voorontwerp en is opgesteld volgens het standaardtype bestek van openbare werken.

— Samenstelling van het dossier (In drie exemplaren af te leveren)

1. De beraadslaging van de bouwheer, beraadslaging goedgekeurd door de voogdij-overheid in het geval van het ondergeschikte bestuur.

2. Het bijzondere bestek:

— Voorwaarden voor het gunnen en het uitvoeren van de opdracht;

— De technische beschrijvingen der werken en leveringen;

— De beschrijvende opmetingsstaat;

— Het model van inschrijving;

— Het model van de samenvattende opmetingsstaat of het inventarismodel.

3. De algemene plannen en al de gedetailleerde plannen nodig voor het goede begrip van de werken.

4. Een getuigschrift van de branddienst dat verklaart dat het ontwerp beantwoordt aan de reglementaire normen, evenals het advies van de provinciale gebouwendienst in het geval van het ondergeschikte bestuur.

5. De voorlopige kostenberekening vastgelegd door het artikel over de samenvattende opmetingsstaat of over de inventaris.

De Executieve keurt het ontwerp en de wijze waarop de opdracht wordt gegund, goed. Zij belooft het principe van subsidie.

#### B. Het gunnen van opdrachten.

De administratie wordt ten gepaste tijde op de hoogte gehouden van de openingsdatum der aanbestedingen. Indien zij het nodig acht, doet zij er zich vertegenwoordigen.

Samenstelling van het dossier (In drie exemplaren in te dienen).

1. Het bijzonder bestek, de voorlopige kostenberekening en de plannen die als basis voor de aanbesteding gediend hebben.
2. Het bewijs van de bekendmaking.
3. De ingediende aanbestedingen en al hun bijlagen.
4. De notulen van de opening der aanbestedingen en het verslag van de auteur van het ontwerp van de aanbesteding.
5. De gemotiveerde beraadslaging bij dewelke de bouwheer de toewijzing van de aannemer voorstelt.
6. Het verslag van de dienst hier gebouwen van de provincie in geval van een ondergeschikte administratie.

#### IV. Uitvoering van de opdrachten.

De aanbesteding en de stellige belofte van toelage worden aan de goedkeuring van de Executieve onderworpen.

De opdrachten worden overeenkomstig het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 uitgevoerd.

De controle over de uitvoering wordt gedaan door de bevoegde diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

1. Order om de werken of de levering van de benodigdheden te beginnen.

Deze order mag niet gegeven worden vooraleer de stellige belofte van toelage ingewilligd is geworden.

Op het ogenblik dat hij deze order aan de aannemer overmaakt, laat de bouwheer de kopij van deze order en de volgende documenten aan het departement geworden :

- 1° een exemplaar van het bijzonder bestek;
- 2° een kopij van de openingsnotulen van de inschrijvingen of offertes;
- 3° een kopij van de aanbesteding of goedgekeurde offerte alsook van de samenvattende opmetingsstaat of van de inventaris die deze vergezelt;
- 4° een kopij van de vraag of de order tot uitvoering;
- 5° de naam en het administratief adres van de leidende ambtenaar, de toezichters en de auteurs van het ontwerp.

#### 2. Vorderingsstaat.

Op het einde van elke maand, wordt een vorderingsstaat van de werken opgesteld, die voor akkoord dient ondertekend te worden door de aannemer, de auteur van het ontwerp, en de bouwheer.

De vorderingsstaten en de overeenstemmende cumulatieve staten moeten regelmatig opgemaakt worden en op de werf ter beschikking van de Minister van de Franse Gemeenschap gehouden zijn.

#### 3. Wijziging van de ondernemingen en bijkomende werken.

In principe kunnen enkel de bijkomende of wijzigingswerken, die het voorwerp geweest zijn van een voorafgaandelijke toelating van de Minister, eventueel genieten van de subsidie voor zover het werken betreft die niet bij het aanbesteden konden voorzien worden.

#### 4. Uitvoeringstermijn.

De termijnverlengingen moeten het voorwerp uitmaken van een geschreven aanvraag van de aannemer of van de leverancier, en van een beraadslaging van de bouwheer; de onderbrekingen moeten het voorwerp zijn van geschreven orders van stopzetting en hervatting alsmede van verantwoording.

#### 5. Aanneming.

De bouwheer begint hiernaan onder de voorwaarden voorgeschreven door het algemeen bestek. De bevoegde diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden ten minste één maand vóór de datum, vastgesteld voor de aanneming, geïnformeerd.

#### V. Vereffening der subsidies.

Op voordracht van de vorderingsstaten, worden voorschotten op de subsidie vereffend a rato van de rentevoet vastgesteld in artikel 2, § 1, van dit besluit.

Wanneer de werken beëindigd en aangenomen zijn, wordt het totaal bedrag van de subsidie bepaald in functie van de algemene rekening en het saldo van de subsidie wordt aan de bouwheer uitbetaald.

#### VI. Algemene rekening van de onderneming.

Samenstelling van het dossier.

1. De notulen van voorlopige aanneming.
2. De tabel nr. 1 houdende vaststelling van het totaal bedrag, aan de onderneming verschuldigd.
3. De verrechvaardigingen en afrekeningen met betrekking tot tabel nr. 1.
4. De tabel nr. 2, houdende samenvatting van de vorderingsstaten.
5. De tabel nr. 3, met melding van de staving van de uitvoeringstermijn en de bijlagen.
6. Eventueel, de facturen betreffende de water, gas, elektriciteitsaansluitingen.

De algemene rekening wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Executieve.

VII. Bedrag van de onderneming dat in aanmerking komt voor subsidiëring.

Het bedrag omvat volgende posten :

1° het totaal bedrag verschuldigd aan de ondernemer voortkomende van tabel nr. 1 voornoemd, na aftrek van de niet subsidiëerbare posten van de inschrijving en van de niet aanvaarde afrekeningen en wijzigingswerken, maar de contractuele herzieningen voortvloeiende uit de schommelingen van lonen en sociale lasten, alsook van de materialen inbegrepen, zoals zij voortvloeien uit de toepassing van het bijzonder bestek tot regeling van de gesubsidieerde onderneming voor zover dit document het voorwerp van een voorafgaandelijke ministeriële goedkeuring is geweest;

2° de bijgevoegde taks waarde;

3° de algemene kosten forfaitair vastgesteld op 5 pct. van het vorig totaal (1 + 2);

4° de kostprijs van eventuele geotechnische proeven;

5° de kostprijs van eventueel aansluitingen van water, gas, elektriciteit voor zover zij door de uitdeelningsmaatschappijen werden uitgevoerd.

Eventueel wordt de som der werken waarvan de aanbesteding niet conform is met de gegevens van het ontwerp, afgetrokken van het bedrag dat in aanmerking komt voor subsidiëring.

Het totaal dat in aanmerking komt voor subsidiëring moet aan de goedkeuring van de Executieve onderworpen worden.

#### Procedure voor de aanvraag van subsidie met het oog op de aankoop van bestaande gebouwen

##### I. Principieel akkoord.

Dit akkoord zal gevraagd en toegestaan moeten worden vooraleer de aanwervingsakte afgesloten wordt.

Het principieel akkoord wordt aan de goedkeuring van de Executieve onderworpen.

Samenstelling van het dossier.

##### 1. De beraadslaging van de bouwheer.

— In het geval van de ondergeschikte besturen, moet deze beraadslaging door de voogdijoverheden goedgekeurd worden;

— In het geval van een privaat organisme, het bewijs dat de bouwheer een V.Z.W. of een instelling van openbaar nut is.

##### 2. Een memorie, met vermelding van de redenen die de aankoop van het gebouw verrechtvaardigen.

De memorie stipt aan :

— De behoeften aan bedden of plaatsen in de streek die moeten voorzien worden, rekening houdende met de vooruitzichten, de economische en sociale evolutie en de voorraad in socio-collectieve uitrusting in die streek;

— Een programma met vermelding van het aantal bedden onderverdeeld volgens de leeftijdsgroepen;

— Een situatieplan;

— Een toelichtende nota betreffende de toegangswegen en de vervoermiddelen.

3. De adviezen, uitgebracht door de bevoegde diensten op technisch gebied.

4. Een advies van de regionale branddienst.

5. Een schatting van de verkoopwaarde van het gebouw.

6. Een verklaring waaruit blijkt dat de bouwheer tot de financiering van de aankoop en de inrichtingswerken kan bijdragen.

II. Stellige belofte en vereffening van de toelage.

1. De stellige befolte dat het bedrag van de toelagen bepaalt, wordt aan de goedkeuring van de Executieve onderworpen.

2. De stellige belofte en de vereffening van de toelage zal slechts na het registreren van de aankoopakte en de goedkeuring van de schets van het voorontwerp voor mogelijke inrichtingswerken van het gebouw, geschieden.

3. Indien het aankoopbedrag hoger is dan de verkoopwaarde zoals ze kan geraamd worden, zal de toelage van 60 pct. op basis van deze waarde berekend worden.

4. Samenstelling van het dossier: verwijzen naar de procedure van voorontwerp betreffende de oprichting van gebouwen in de bijlage van dit besluit.

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 5 décembre 1983, M. Goossens, R., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce d'Anvers.

Par arrêtés royaux du 9 décembre 1983 :

— M. Resteau, Ch., conseiller à la Cour d'appel de Mons, est nommé conseiller à la Cour de cassation.

— Mme Bertrand, M., épouse Roppe, juge au tribunal de première instance de Hasselt, est nommée conseiller à la Cour d'appel d'Anvers.

— Sont nommés juge au tribunal de première instance de Bruxelles :

— M. Preiser, H., avocat à Forest;

— Mme Vanschepdael, B., épouse Lenoble, avocat à Watermael-Boitsfort;

— M. Saint-Remy, P., avocat à Woluwe-Saint-Lambert.

— Mme Copin, A., épouse Renaudière, stagiaire au parquet du tribunal de première instance de Nivelles, est nommée substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles.

— M. Berben, Ph., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Louvain, est nommé auditeur du travail près ce tribunal.

### MINISTÈRE DES FINANCES

#### Nominations

Par arrêté royal du 17 octobre 1983, M. De Ryck, L.F.J.T., inspecteur des finances, est nommé à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1983, commissaire du gouvernement près l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, en remplacement de M. Raes, K., admis à la retraite.

Par arrêté royal du 17 octobre 1983, Mme Bayet, J.F.M., épouse Roland, inspecteur adjoint des finances, est nommée commissaire du gouvernement auprès du Port autonome de Namur, à partir du 1<sup>er</sup> août 1983, en remplacement de M. Fery, J., admis à la retraite.

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 5 december 1983 is het aan de heer Goossens, R., vergund de titel van zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Antwerpen eershalve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 9 december 1983 :

— is de heer Resteau, Ch., raadsheer in het Hof van beroep te Bergen, benoemd tot raadsheer in het Hof van cassatie.

— is Mevr. Bertrand, M., echtgenote Roppe, rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, benoemd tot raadsheer in het Hof van beroep te Antwerpen.

— Zijn benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel :

— de heer Preiser, H., advocaat te Vorst;

— Mevr. Vanschepdael, B., echtgenote Lenoble, advocaat te Watermaal-Bosvoorde;

— de heer Saint-Remy, P., advocaat te Sint-Lambrechts-Woluwe.

— is Mevr. Copin, A., echtgenote Renaudière, stagiair in het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Nivelles, benoemd tot substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

— is de heer Berben, Ph., substituut-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Leuven, benoemd tot arbeidsauditeur bij deze rechtbank.

### MINISTERIE VAN FINANCIËN

#### Benoeemingen

Bij koninklijk besluit van 17 oktober 1983 wordt, met ingang van 1 juli 1983, de heer De Ryck, L.F.J.T., inspecteur van financiën, benoemd tot regeringscommissaris bij de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, ter vervanging van de heer Raes, K., op rust gesteld.

Bij koninklijk besluit van 17 oktober 1983 wordt, met ingang van 1 augustus 1983, Mevr. Bayet, J.F.M., echtg. Roland, adjunct-inspecteur van financiën, benoemd tot regeringscommissaris bij de Autonome Haven van Namen, ter vervanging van de heer Fery, J., op rust gesteld.